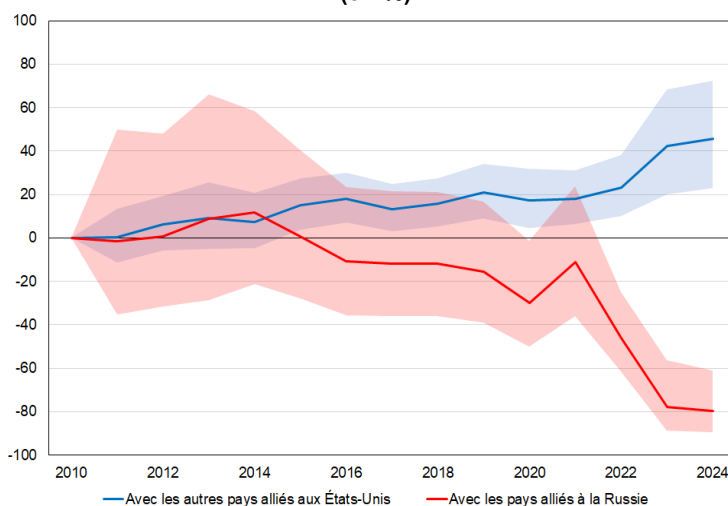


Quelle fragmentation géopolitique des échanges ?

Aymeric LACHAUX

- Alors que les tensions géopolitiques s'exacerbent, les échanges économiques entre nations s'inscrivent de plus en plus dans une logique de blocs. On observe ainsi une réorganisation des échanges entre groupes de pays alignés géopolitiquement, autrement dit, une fragmentation géopolitique des échanges.
- Selon nos estimations, portant sur une période antérieure à la seconde administration Trump, la fragmentation entre blocs de pays alliés militairement est plus marquée qu'entre pays alignés diplomatiquement ou entre pays entretenant une coopération économique étroite. Elle s'est amorcée avec l'annexion de la Crimée en 2014 puis accélérée avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022.
- Depuis 2010, les pays alliés militairement aux États-Unis ont augmenté leurs importations depuis d'autres pays alliés des États-Unis d'environ 40 %, tandis qu'ils ont diminué de 80 % celles provenant d'alliés militaires de la Russie, relativement aux échanges entre et avec les pays n'appartenant pas à l'un de ces blocs (cf. Graphique).
- La fragmentation peut résulter de stratégies répondant à des préoccupations légitimes, par exemple pour réduire les dépendances indésirables. Toutefois, une fragmentation des échanges serait moins efficace économiquement qu'une allocation libre des ressources.
- De même, une réduction de la diversification des échanges pourrait nuire à la résilience de nos économies. Enfin, la fragmentation pourrait pénaliser notre capacité à relever des défis globaux, comme la transition écologique ou le développement.

Biais géopolitique des pays alliés militairement aux États-Unis (en %)



Sources : UN COMTRADE, calculs DG Trésor.

Note de lecture : Entre 2010 et 2024, les importations des pays alliés militairement aux États-Unis ont augmenté d'environ 40 % depuis d'autres pays alliés des États-Unis (courbe bleue) et diminué de 80 % depuis les pays alliés militairement à la Russie (courbe rouge), par rapport aux échanges entre et avec les pays n'appartenant pas à l'un des blocs, toutes choses égales par ailleurs. L'aire autour de la courbe représente l'intervalle de confiance à 95 %. Les alliés des États-Unis sont pays membres de l'OTAN, de l'UE, du Pacte de Rio et de l'ANZUS ainsi que le Japon, la Corée du Sud et les Philippines. Les alliés de la Russie sont la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Arménie.

1. La géopolitique influence de manière croissante le commerce international

L'environnement international des échanges est de plus en plus incertain. Les tensions géopolitiques s'accroissent depuis plusieurs années à l'image de l'invasion russe en Ukraine ou des tensions sino-américaines concernant Taïwan. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ne parvient plus à résoudre les désaccords commerciaux¹ et les États interviennent dans les chaînes de valeur mondiales pour accroître leurs échanges avec des pays plus sûrs ou les réduire avec des pays moins sûrs. L'intervention peut prendre la forme d'incitations positives comme l'accord de commerce entre la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne (UE) signé en 2023 ou d'incitations négatives comme les sanctions prises contre la Russie en 2014 puis en 2022. Les États-Unis ont également fortement augmenté leurs tarifs douaniers, notamment vis-à-vis de la Chine sous la présidence de Donald Trump lors de son premier mandat, puis vis-à-vis de l'ensemble des pays mais à des degrés divers depuis le début de son second mandat. De même, les entreprises sont plus attentives à la sécurisation de leurs échanges tandis que les consommateurs peuvent

boycotter certains pays². Ces évolutions dans le comportement des acteurs privés et publics pourraient conduire à une fragmentation commerciale, c'est-à-dire une réorganisation des échanges internationaux entre groupes de pays alignés géopolitiquement « blocs »). Alors que le second mandat de Donald Trump pourrait rebattre les cartes des alliances géopolitiques, une étude économétrique a été menée afin de déterminer l'existence, avant son retour au pouvoir, d'une fragmentation géopolitique du commerce selon différentes définitions possibles des blocs (cf. Encadré 1).

L'analyse des coefficients estimés révèle que les échanges commerciaux sont de plus en plus marqués par un biais géopolitique mais à des degrés variables selon le bloc considéré (cf. Graphique 2). On constate ainsi une forte fragmentation entre blocs de pays alliés militairement en comparaison de la fragmentation entre pays alignés diplomatiquement ou entre pays disposant d'une coopération géo-économique.

Encadré 1 : Méthode d'estimation de la fragmentation

Afin d'identifier une tendance à la fragmentation commerciale entre différents blocs géopolitiques, nous utilisons les données annuelles bilatérales d'importations en valeur de 90 pays parmi l'ensemble des pays du monde entre 2010 et 2024^a. Elles sont agrégées et diffusées par les Nations Unies dans la base de données ComTrade. Cette base permet d'obtenir des données harmonisées d'un large horizon temporel pour de nombreux pays. Nous utilisons les données au niveau des pays pour réduire la complexité calculatoire. Une analyse au niveau des produits permettrait de prendre en compte les variations relatives des prix selon les partenaires ou d'évaluer la fragmentation selon les produits, mais elle s'accompagnerait d'autres difficultés méthodologiques liées notamment à la mesure des échanges.

Cette analyse se distingue d'autres études similaires en testant différentes compositions de blocs^b. Les pays sont caractérisés par leur appartenance à un bloc géopolitique, dont les contours peuvent varier selon les critères retenus. Les pays n'appartenant pas aux deux principaux blocs sont regroupés dans un ensemble commun désigné « reste du monde »^c.

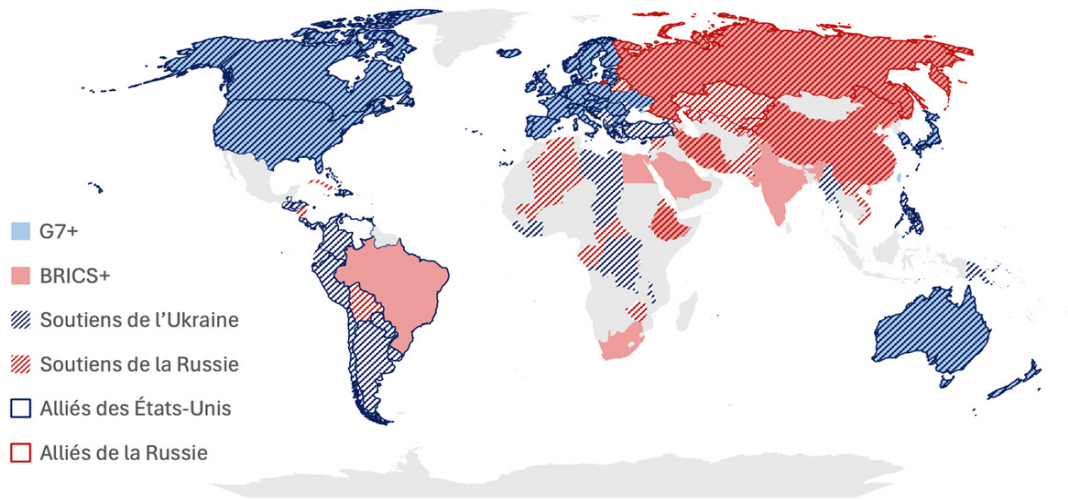
- La Russie ne diffusant pas ses données depuis 2022, nous avons choisi de reconstituer la série d'importation pour toute la période. Ses importations entre 2010 et 2024 sont supposées égales aux exportations vers la Russie des pays diffusant ces données, qui représentent 79 % de ses importations totales en 2021. La source de ces données est la même que celle pour les importations. Les données d'exportation étant moins fiables que les données d'importation, un biais peut exister mais nous le supposons constant dans le temps donc ne faussant pas les estimations.
- Carluccio J., Gaulier G., Smagghue G. & Stumpner S. (2025), « [Guerre commerciale et fragmentation géopolitique](#) », *Bloc-notes Éco* (Billet de blog 389), Banque de France. Gopinath G., Gourinchas P. O., Presbitero A. F. & Topalova P. (2025), "[Changing global linkages: A new Cold War?](#)", *Journal of International Economics*, 153, 104042.
- Dans l'estimation, les blocs sont fixes dans le temps (basés sur l'année 2024) et le biais géopolitique est estimé pour chaque bloc en entier et non pour chaque pays. Il n'est donc pas possible d'identifier les « défections » ou « ralliements » à des blocs au cours du temps.

(1) En particulier, l'organe d'appel du mécanisme de règlement des différends est paralysé depuis 2019, entraînant un risque qu'un contentieux fasse l'objet d'un « appel dans le vide » par la partie perdante à l'issue de l'examen en première instance et reste ainsi en suspens.

(2) Heilmann K. (2016), "Does political conflict hurt trade? Evidence from consumer boycotts", *Journal of International Economics*, 99, 179-191.

Critère	Bloc de l'Ouest	Bloc de l'Est
Coopération géo-économique	G7+ : membres du G7 et pays appliquant des sanctions contre la Russie ^d .	BRICS+ : pays membres des BRICS, Hong Kong et Macao ^e .
Positionnement diplomatique	Soutiens de l'Ukraine : pays ayant voté lors du vote du 7 avril 2022 à l'ONU pour la suspension de la Russie du Conseil des Droits de l'Homme ^f .	Soutiens de la Russie : pays ayant voté lors du vote du 7 avril 2022 à l'ONU contre la suspension de la Russie du Conseil des Droits de l'Homme, Hong Kong et Macao.
Alliance militaire	Alliés des États-Unis : pays disposant d'un pacte de défense mutuelle avec les États-Unis ^g et pays membres de l'UE.	Alliés de la Russie : pays disposant d'un pacte de défense mutuelle avec la Russie ^h .

Graphique 1 : Blocs géopolitiques



Source : DG Trésor.

L'équation suivante est utilisée pour estimer le biais géopolitique :

$$Importations_{ijt} = \exp \left[\sum_t \beta_t \times Bloc_{ij} + Destination_{it} + Origine_{jt} + DestinationOrigine_{ij} + Année_t + \varepsilon_{ijt} \right]$$

$$\text{avec } Bloc_{ij} = \begin{pmatrix} \mathbf{1}_{\{i \in \text{Bloc de l'Ouest} \ \& \ j \in \text{Bloc de l'Ouest}\}} \\ \mathbf{1}_{\{i \in \text{Bloc de l'Ouest} \ \& \ j \in \text{Bloc de l'Est}\}} \\ \mathbf{1}_{\{i \in \text{Bloc de l'Est} \ \& \ j \in \text{Bloc de l'Est}\}} \\ \mathbf{1}_{\{i \in \text{Bloc de l'Est} \ \& \ j \in \text{Bloc de l'Ouest}\}} \end{pmatrix}$$

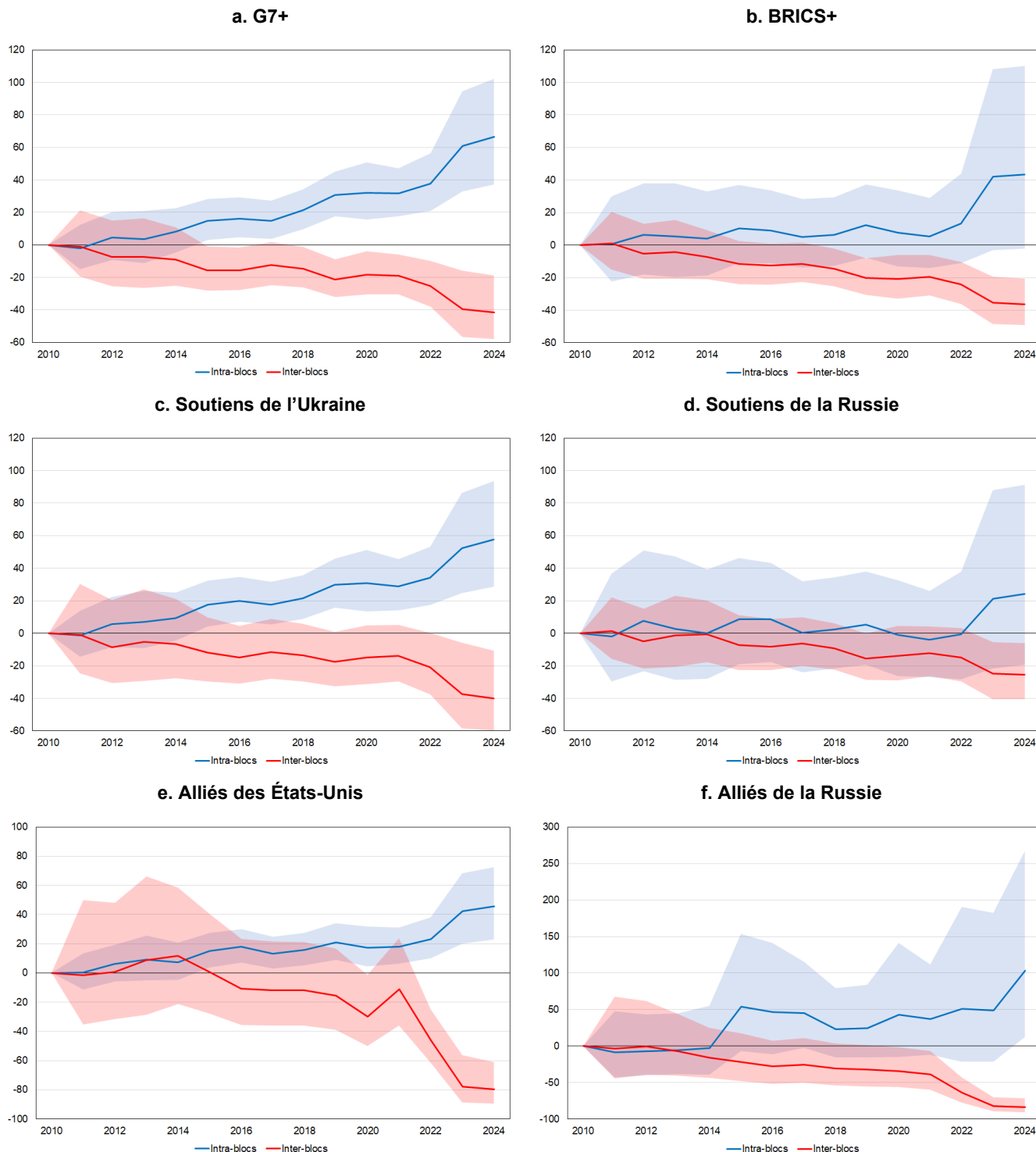
La variable dépendante est la valeurⁱ des importations du pays i depuis le pays j à l'année t . Le coefficient vectoriel β_t correspond au biais géopolitique entre l'ensemble des combinaisons de blocs, relativement aux échanges entre et avec les pays n'appartenant pas à l'un des blocs. La variable vectorielle $Bloc_{ij}$ est un vecteur qui contient des 0 et un 1 selon les blocs d'appartenance des pays i et j . Les autres variables correspondent aux effets fixes des pays en tant qu'exportateurs ($Origine_{jt}$), qu'importateurs ($Destination_{it}$) et la distance^j entre les deux ($DestinationOrigine_{ij}$). La variation temporelle de la valeur du commerce mondial est capturée par un effet fixe temps ($Année_t$). Le terme d'erreur est noté ε_{ijt} . Cette équation est estimée avec la méthode du pseudo-maximum de vraisemblance de Poisson^k. L'évolution temporelle des coefficients du vecteur β_t permet alors d'identifier d'éventuelles dynamiques de fragmentation géopolitique.

d. Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon Royaume-Uni, UE, Australie, Islande, Taiwan, Norvège, Corée du Sud, Suisse, Liechtenstein, Singapour, Ukraine, Nouvelle-Zélande.
e. L'Iran, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont rejoint le groupe au 1^{er} janvier 2024, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud.
f. ONU (2022, 7 avril), [L'Assemblée générale décide de suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme](#).
g. Pays membres de l'OTAN, du Pacte de Rio et de l'ANZUS ainsi que le Japon, la Corée du Sud et les Philippines.
h. Pays membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) : Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Arménie.
i. Les estimations en parts de marché présentent des résultats similaires.
j. La distance renvoie ici à l'ensemble des facteurs d'éloignement économique entre les pays et ici considérés comme fixes. La littérature empirique met généralement en avant le poids de la distance géographique (coûts de transports) et culturelle (barrière de la langue) mais aussi des barrières commerciales (droits de douane).
k. Silva J. S. & Tenreiro S. (2006), "The log of gravity", *The Review of Economics and statistics*, 88(4), 641-658.

Plus précisément, depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 puis l'invasion de l'Ukraine en 2022, les pays appartenant au bloc de l'Ouest présentent un biais géopolitique de plus en plus favorable aux importations provenant de leur propre bloc (cf. courbes bleues dans les graphiques de gauche). Ce comportement peut être interprété comme du *friendshoring*. Pour le bloc de l'Est, ce biais en faveur

des importations provenant de son propre bloc semble se développer seulement à partir de l'invasion de l'Ukraine en 2022 (cf. courbes bleues dans les graphiques de droite). Les deux blocs présentent cependant un biais de plus en plus négatif dans leurs importations depuis l'autre bloc dès 2014 (cf. courbes rouges).

Graphique 2 : Biais géopolitique selon le bloc géopolitique importateur (en %)



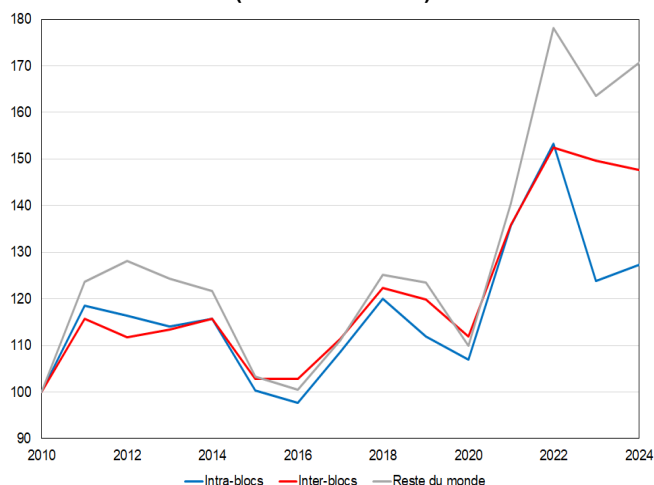
Source : UN COMTRADE, calculs DG Trésor.

Note de lecture du graphique 2a : Entre 2010 et 2024, les importations du G7+ ont augmenté d'environ 60 % depuis le G7+ (courbe bleue, c'est-à-dire le commerce intra-blocs) et diminué de 40 % depuis les BRICS+ (courbe rouge, c'est-à-dire le commerce inter-blocs), par rapport aux échanges entre et avec les pays n'appartenant pas à l'un des blocs, toutes choses égales par ailleurs. L'aire autour de la courbe représente l'intervalle de confiance à 95 %.

Ces résultats sont à considérer avec précaution. Tout d'abord, le biais géopolitique peut tout autant être le fait du pays importateur que du pays exportateur. Par ailleurs, l'estimation ne tient pas compte des expositions indirectes : les biais géopolitiques observés dans les échanges commerciaux peuvent s'expliquer par un phénomène de contournement de droits de douane, voire de sanctions, par des pays tiers (transit avec éventuelles transformations des produits dans des pays tiers). Les résultats sont par ailleurs sensibles aux choix méthodologiques (spécification du modèle et composition des blocs) ou de données (par exemple, les services ou les flux financiers³ ne sont pas pris en compte) et peuvent présenter des marges d'incertitude importantes. Ces résultats sont toutefois cohérents avec des études similaires⁴. Enfin, l'existence d'un biais géopolitique ne se traduit pas nécessairement par une baisse des échanges entre blocs visible dans les données brutes en raison de facteurs d'intégration économique pouvant compenser l'effet de la fragmentation géopolitique. Par exemple, l'intégration

croissante des BRICS+ au commerce international se traduit par une hausse des importations depuis ces pays par le G7+ (cf. Graphique 3) malgré un biais géopolitique défavorable (cf. Graphique 2).

Graphique 3 : Évolution des importations du G7+ (base 100 = 2010)



Source : UN COMTRADE, calculs DG Trésor.

2. Une fragmentation géopolitique du commerce aurait des conséquences économiques significatives

La fragmentation peut résulter de stratégies répondant à des préoccupations légitimes. Par exemple, l'invasion de l'Ukraine par la Russie justifie la mise en œuvre de sanctions qui permettent, entre autres, de réduire la dépendance à son économie. En outre, les pratiques coercitives et distorsives de certains pays tiers imposent une politique de *de-risking* notamment via l'utilisation d'instruments de défense commerciale, y compris sur les « biens verts ». De même, la difficile coopération multilatérale (en particulier, la paralysie de l'OMC) peut conduire à une course au moins disant. Ainsi il peut être légitime de poursuivre un agenda commercial positif avec des pays alliés ou alignés en termes de normes sociales et environnementales.

Au-delà des problématiques liées aux dépendances et à la sécurité économique, la fragmentation commerciale, dont on perçoit les premiers signes, serait coûteuse économiquement. L'intégration

économique permet des gains d'efficacité grâce à une meilleure allocation des ressources (gains liés à la spécialisation, à la concurrence, aux économies d'échelle, ou aux transferts de connaissance). Les réallocations vers les emplois, entreprises, secteurs et régions les plus productifs, qui ont accompagné la mondialisation, se sont traduites par de la croissance économique⁵, une baisse du prix des biens et services⁶, une augmentation de l'emploi et des salaires⁷, et l'accès à une plus grande qualité et variété de produits⁸. Toutefois, ces réallocations ont aussi eu un coût en raison de la difficulté d'adapter les facteurs de production à la recomposition des activités économiques (adéquation des qualifications, mobilité géographique, barrières réglementaires, etc.). Ainsi, une fragmentation économique serait doublement coûteuse : d'une part, la nouvelle organisation de la production issue des reconfigurations des échanges

(3) Aiyar S., Malacrino D. & Presbitero A. F. (2024), "Investing in friends: The role of geopolitical alignment in FDI flows", *European Journal of Political Economy*, 83, 102508.

(4) Cf. *supra* : Carluccio J., Gaulier G., Smagghue G. & Stumpner S. (2025). Gopinath G., Gourinchas P. O., Presbitero A. F. & Topalova P. (2025).

(5) Singh T. (2010), "Does International Trade Cause Economic Growth? A Survey", *The World Economy*, Volume 33, Issue 11.

(6) Jaravel X. & Sager E. (2019), "What are the price effects of trade? Evidence from the US and implications for quantitative trade models", *CEP discussion paper* n° 1642.

(7) WTO (2017), "World Trade Report 2017: Trade, technology and jobs".

(8) Hummels D. & Klenow P. J. (2005), "The variety and quality of a nation's exports", *American economic review*, 95(3), 704-723.

serait moins efficace économiquement (perte de productivité, hausse des prix, etc.) et, d'autre part, la transition vers cette organisation pourrait de nouveau générer des coûts d'adaptation. En outre, alors que la mondialisation peut contribuer à accroître les inégalités au sein des pays⁹, une fragmentation ne devrait pas les réduire. En effet, les ménages les plus modestes seraient les plus exposés (i) à une réallocation de la main-d'œuvre car ils sont moins mobiles¹⁰ ; et (ii) à l'inflation car ils consomment une part plus importante de leur revenu¹¹. Les coûts de la fragmentation ont été observés lors du Brexit¹² ou de la guerre commerciale sino-américaine (cf. Encadré 2). Ils seraient bien plus élevés en cas de fragmentation géopolitique de grande ampleur avec une perte de PIB mondial pouvant atteindre 5 %¹³ d'après l'OMC selon la taille des blocs, l'ampleur du découplage et les moyens employés¹⁴.

Une fragmentation pourrait également nuire à la résilience si elle conduit à une forte réduction de la diversité des partenaires commerciaux, sans réduction des dépendances indésirables. Les relations commerciales reflètent la spécialisation des pays qui est la principale source de gains liés au commerce. Toutefois, le commerce permet, en complément de la production domestique, de diversifier les approvisionnements et les débouchés¹⁵. De cette manière, les échanges commerciaux ont permis de limiter les difficultés d'approvisionnement pendant la

pandémie de Covid-19¹⁶ et la guerre en Ukraine¹⁷. En conséquence, une fragmentation impliquant une relocalisation domestique (*reshoring*) de secteurs non compétitifs ou non stratégiques serait particulièrement coûteuse, inflationniste et augmenterait les risques de perturbations locales¹⁸. En comparaison, une relocalisation dans des pays proches (*nearshoring*) ou alliés (*friendshoring*) réduirait (i) les dépendances indésirables, ou (ii) le coût de l'éloignement lorsque les chaînes de valeur sont perturbées. Par ailleurs, une stratégie de réduction des dépendances (*de-risking*) ne doit pas se limiter aux échanges bilatéraux en raison de contournements qui peuvent conduire à un allongement¹⁹ des chaînes de valeur et augmenter leur vulnérabilité.

Par ailleurs, une fragmentation pénaliserait notre capacité à relever des défis globaux, en particulier :

- La transition écologique : les pays seraient davantage réticents à consentir aux efforts nécessaires à la transition si la fragmentation commerciale impose déjà un coût économique. La fragmentation pourrait accroître le coût de la transition²⁰, notamment en augmentant le prix des biens nécessaires à la transition écologique (« biens verts ») voire en limitant leur accès (notamment pour les minerais²¹), en réduisant l'ambition et l'efficacité de l'action climatique²², et en réduisant les transferts de technologies²³.

(9) Rodrik D. (2024), "A primer on trade and inequality", *Oxford Open Economics*, 3(Supplement_1), i1076-i1082.

(10) Les travailleurs ayant perdu leur emploi en raison des délocalisations pourraient théoriquement le retrouver en cas de relocalisation. Toutefois, les relocalisations se traduisent généralement par des tâches plus intensives en capital et en travailleurs qualifiés, sans effet majeur sur l'emploi global. Cf. De Backer K., Menon C. Desnoyers-James I. & Moussié L. (2016), "Reshoring: Myth or reality?", *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, No. 27, OECD Publishing, Paris.

(11) Carroll D. R. & Hur S. (2020), "On the heterogeneous welfare gains and losses from trade", *Journal of Monetary Economics*, 109, 1-16.

(12) Adjiman L. & Cabot B. (2024), « Les conséquences économiques du Brexit pour le Royaume-Uni », *Trésor-Éco*, n° 343.

(13) Métivier J., Bacchetta M., Bekkers E. et Koopman R. (2023), "International Trade Cooperation's Impact on the World Economy", *WTO Staff Working Paper* ERS2023-02, Geneva: WTO. La hausse des tarifs entre chaque pays appartenant à des blocs différents au niveau théorique correspond au résultat d'un jeu non coopératif.

(14) Contrairement aux restrictions aux échanges (droits de douane, sanctions), les incitations positives (accords commerciaux, subventions) peuvent avoir un effet déflationniste mais ont d'autres coûts (financement, course aux subventions, cohésion européenne, etc.).

(15) Caselli F., Koren M., Lisicky M. & Tenreyro S. (2020), "Diversification through trade", *The Quarterly Journal of Economics*, 135(1), 449-502.

(16) WTO (2021), "World Trade Report 2021: Economic Resilience and Trade".

(17) WTO (2023), "One year of war in Ukraine: Assessing the impact on global trade and development".

(18) Par exemple, en 2022, les États-Unis ont été confrontés à une pénurie de lait infantile en raison notamment de l'arrêt de la production d'une usine domestique pour raisons sanitaires, et de restrictions sanitaires à l'importation de ces produits. Pour une étude plus structurée, voir OECD (2020), "Efficiency and risks in global value chains in the context of COVID-19", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1637, OECD Publishing, Paris.

(19) Qiu H., Shin H. S. & Zhang L. S. Y. (2023), "Mapping the realignment of global value chains", Bank for International Settlements, *Bulletin* No. 78.

(20) Gardes-Landolfini C., Grippa P., Oman W. & Yu S. (2023), "Energy transition and geoeconomic fragmentation: implications for climate scenario design", *International Monetary Fund*.

(21) IMF (2023), "World Economic Outlook. Chapter 3: Fragmentation and Commodity Markets: Vulnerabilities and Risks".

(22) WTO (2022), "World Trade Report 2022: Climate change and international trade".

(23) Pienknagura S. (2024), "Trade in Low Carbon Technologies: The Role of Climate and Trade Policies", *IMF working paper*, WP/24/75.

- Le développement : le coût de la fragmentation est susceptible d'être plus élevé pour les pays en développement qui dépendent davantage des marchés internationaux, ce qui augmenterait les inégalités entre les pays²⁴. En outre, ces pays seraient davantage affectés par une paralysie des instances de gouvernance économique mondiale comme la Banque Mondiale, le FMI ou l'OMC.
- La sécurité internationale : la théorie du « doux commerce » selon laquelle les échanges favorisent la paix a été mise en avant lors de la construction européenne ou de l'accession de la Chine à l'OMC. Ce dernier exemple montre que l'intégration économique n'est toutefois pas une condition suffisante à la décade des tensions géopolitiques²⁵. De plus, les sanctions économiques peuvent être un outil pertinent pour mettre fin à une guerre²⁶.

Cependant, les études empiriques montrent que l'intégration de deux pays réduit leur probabilité d'entrer en conflit armé²⁷.

La fragmentation peut toutefois constituer une réponse à des préoccupations légitimes. Par exemple, l'invasion de l'Ukraine par la Russie justifie la mise en œuvre de sanctions tandis que les pratiques coercitives et distorsives de certains pays tiers imposent une politique de *de-risking* notamment via l'utilisation d'instruments de défense commerciale, y compris sur les « biens verts ». De même, la difficile coopération multilatérale (en particulier, la paralysie de l'OMC) peut conduire à une course au moins disant. Ainsi il peut être légitime de poursuivre un agenda commercial positif avec des pays alliés ou alignés en termes de normes sociales et environnementales.

Encadré 2 : Les conséquences du protectionnisme des États-Unis

Lors du premier mandat de Donald Trump, l'administration américaine a considérablement augmenté les droits de douane sur plusieurs produits (panneaux solaires, machines à laver, acier, et aluminium) et sur la Chine. En conséquence, le droit de douane moyen sur l'ensemble des importations américaines est passé de 1,6 % en 2017 à 3,1 % en 2022 (tandis que celui sur les importations en provenance de Chine passait sur la même période de 3,1 % à 21,2 %).

Ces tarifs douaniers ont été en moyenne totalement répercutés dans les prix à l'importation, nuisant aux consommateurs et aux travailleurs des deux côtés du Pacifique. Par exemple, une étude estime que les droits de douane imposés par l'administration américaine ont constitué un coût pour les entreprises du pays équivalent à 900 \$ par travailleur et par an^a d'autant que les entreprises américaines ont davantage réduit leurs marges qu'augmenté leurs prix^b. De même, si les industries américaines protégées par les droits de douane ont pu contribuer à augmenter l'emploi manufacturier, cet effet a été plus qu'annulé par les tarifs de rétorsion et surtout par la hausse du prix des intrants pour les industries en aval de la chaîne de valeur^c. En Chine, les régions les plus affectées par les droits de douane américains ont pu connaître une baisse de revenu dépassant 2 %^d.

- Handley K., Kamal F. & Monarch R. (2023), "Supply Chain Adjustments to Tariff Shocks: Evidence from Firm Trade Linkages in the 2018-2019 US Trade War", National Bureau of Economic Research, *Working Paper* 31602.
- Cavallo A., Gopinath G. Neiman B. & Tang J. (2021), "Tariff pass-through at the border and at the store: Evidence from us trade policy", *American Economic Review: Insights*, 3(1), 19-34.
- Flaaen A. & Pierce J. R. (2019), "Disentangling the effects of the 2018-2019 tariffs on a globally connected US manufacturing sector", *FEDS Working Paper* No. 2019-86.
- Chor D. & Li B. (2024), "Illuminating the effects of the US-China tariff war on China's economy", *Journal of International Economics*, 150, 103926.

(24) Hakobyan S., Meleshchuk S. & Zymek R. (2023), "Divided We Fall: Differential Exposure to Geopolitical Fragmentation in Trade", International Monetary Fund, WP/23/270.

(25) Brooks S. G. (2024), "The trade truce?", *Foreign Affairs*, 103(4), 45-58.

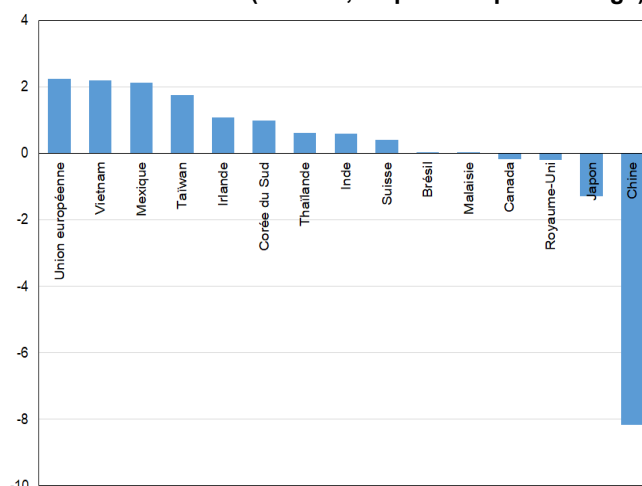
(26) Felbermayr G., Kirilakha A., Syropoulos C., Yalcin E. & Yotov Y. V. (2020), "The global sanctions data base", *European Economic Review*, 129, 103561.

(27) Yakovlev P. & Spleen B. (2022), "Make concentrated trade not war?", *Review of Development Economics*, 26(2), 661-686.

Au niveau agrégé, les résultats ont cependant été modestes : la perte de PIB serait inférieure à 0,2 % du PIB des États-Unis et inférieure à 0,3 % du PIB de la Chine^e.

Finalement, la politique protectionniste des États-Unis a permis de réduire son exposition directe à la Chine : la part de la Chine dans les importations américaines de biens est passée de 22 % en 2017 à 14 % en 2023. Toutefois, les importations depuis d'autres pays ont augmenté, notamment depuis le Vietnam et le Mexique, pouvant traduire une hausse de l'exposition indirecte à la Chine (cf. Graphique 4). De même, une hausse des importations de *minimis*, importations de moins de 800 \$ exemptés de droits de douane qui n'apparaissent pas dans les statistiques américaines, pourrait également expliquer la baisse statistique des importations chinoises^f.

Graphique 4 : Évolution de la part des principaux pays-fournisseurs des États-Unis dans les importations totales américaines (2017-24, en point de pourcentage)



Source : US Census Bureau. Données pour les 15 principaux partenaires des États-Unis.

- e. Fajgelbaum P. D. & Khandelwal A. K. (2022), "The economic impacts of the US-China trade war", *Annual Review of Economics*, 14, 205-228. L'effet relativement modeste estimé au niveau macroéconomique s'explique par plusieurs facteurs dont la redistribution des recettes douanières, une amélioration de termes de l'échange pour les États-Unis, ou l'hypothèse d'un niveau et d'une utilisation constante des moyens de production. Des modèles dynamiques, relâchant cette dernière hypothèse, font état de pertes plus importantes.
- f. Clark H. L. (2025), "U.S. imports from China have fallen by less than U.S. data indicate", Federal Reserve Bank of New York Liberty Street Economics.

Éditeur :

Ministère de l'Économie,
des Finances et de la
Souveraineté industrielle,
énergétique et numérique
Direction générale du Trésor
139, rue de Bercy
75575 Paris CEDEX 12

Directeur de la Publication :

Dorothée Rouzet
tresor-eco@dgtrésor.gouv.fr

Mise en page :

Maryse Dos Santos
ISSN 1777-8050
eISSN 2417-9620

Derniers numéros parus

Octobre 2025

N° 373 Comprendre les trajectoires après la fin de droit au régime de l'assurance-chômage

Juliette Ducoulombier, Léonie Fauvre, Iris Glaser

N° 372 L'économie sociale et solidaire : une réponse aux enjeux démocratiques, sociaux et environnementaux ?

Nicolas Baaklini, Elisabeth Millard

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/tags/Tresor-Eco>



Direction générale du Trésor



@DGTresor

Pour s'abonner à *Trésor-Éco* : bit.ly/Trésor-Eco

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique.